



## Déclaration FSU CHSCTA du 24 mars 2020

Madame la Rectrice  
Mesdames, messieurs

Les personnels de l'Éducation Nationale sont mobilisés pour faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie du coronavirus d'abord comme citoyen, puis comme soutien familial, enfin comme enseignant. Nous sommes inquiets pour notre famille, pour nos enfants, pour ceux que nous ne pouvons plus entourer de notre amitié, de notre solidarité. Il faut s'occuper de ses proches, résister à l'anxiété et au désarroi liés à la pandémie et au confinement, participer à l'accueil des enfants de soignants.

Ce qui est premier c'est la situation sanitaire. Cela devrait pousser notre ministre à l'humilité, au sens du réalisme et à une modération humaniste. Nous en sommes très loin.

Depuis lundi 17 mars, nous subissons l'exigence ministérielle de la « continuité pédagogique ».

La FSU, à l'instar de la très large intersyndicale, demande l'abandon de l'illusoire « continuité » pédagogique. Ce terme est délétère, il laisse supposer qu'une crise de cette ampleur, que cette « guerre » selon le président de la République, ne devrait avoir aucune incidence sur les apprentissages des élèves. Il culpabilise les parents et les professeurs, met une pression à un moment où l'anxiété devient un problème de santé majeur.

La FSU rappelle que la continuité pédagogique s'exerce dans un cadre, dans l'école, dans l'établissement, dans la classe.

- Elle n'est déjà plus assurée en temps « ordinaires » depuis longtemps par manque de moyens de remplacement.
- Elle souffre chaque jour des lubies, des injonctions immédiates et des besoins compulsifs de communication de notre ministre.
- Elle subit la culpabilisation permanente, les évaluations répétitives.
- Non, l'Éducation Nationale n'était pas prête à assurer un tel défi.
- Non, les moyens mis à disposition ne sont pas à la hauteur.
- Non, la formation indigente depuis de nombreuses années ne prépare pas nos métiers à de telles contraintes,
- Non, les différents gouvernements n'ont jamais pris en compte l'équipement personnel des enseignants en outils correspondant aux exigences des programmes et des injonctions.
- Non, ce n'est pas à nous d'assurer le financement de ces outils ce que nous sommes malgré tout obligés de faire.
- Non, un téléphone personnel n'est pas un téléphone professionnel.
- Oui, ce seront les populations les plus défavorisées qui souffriront le plus de l'éloignement de l'école et les outils numériques, pour peu qu'ils soient disponibles, ne permettent pas de compenser la fracture sociale et culturelle.
- Non, les PPMS ne nous ont pas préparés à cet événement, pas plus qu'ils ne nous ont préparés à la neige en hiver, à la canicule en juin et à la dégradation du rapport entre la société et son école.
- Non, la communication ministérielle n'est pas plus le quotidien de la classe qu'elle n'est la possibilité d'une « continuité pédagogique » ;

Cette période nous demande beaucoup d'énergie, de temps et de patience pour assurer un lien avec les élèves et les familles. Cela provoque aussi stress et adaptation pour les enseignants qui sont aussi parents. Cela limite d'autant les possibilités de télétravail des parents dans un contexte « compliqué » où les enfants ne peuvent sortir.

Après les bugs du début de crise et les injonctions de certaines hiérarchies, nombreux collègues se trouvent en situation de stress. Ils ont dû compenser en toute bonne foi les défaillances des outils mis à leur disposition, eux même mal sécurisés, et ils se sont tournés vers les solutions du marché, accentuant les risques de dérives.

La FSU rappelle que l'utilisation de réseaux non conformes à la charte académique est extrêmement problématique et elle demande aux services ministériels de nous doter de moyens efficaces. Elle pose aussi la question de la formation à ces moyens dans l'avenir.

L'enquête Talis de l'OCDE met d'ailleurs en évidence la fracture très profonde entre les personnels enseignants et leur institution. Équipement informatique, formation, degré de confiance, travail collaboratif, participation aux décisions prises, tous les paramètres évalués place notre système éducatif en très mauvaise place.

Notre ministre ignore que se sont les agents qui incarnent une politique et que le fossé qu'il accentue chaque jour rend son projet délétère pour les personnels.

Nombre de collègues nous ont également fait part de tensions naissantes avec certains parents quant à la quantité de travail donné. L'enseignement à distance n'est pas une journée de classe ordinaire et nous devons maintenir un lien de qualité plutôt qu'en quantité entre les élèves, leur enseignant(e) et les apprentissages. Des comportements de chef d'établissement ou d'IEN nous inquiètent. Ils manifestent de personnels d'encadrement qui perdent pied comme de trop nombreux collègues. Des « protocoles » s'élaborent ici ou là, sans aucun contrôle de leur validité au regard de la situation sanitaire et de ce qui est possible.

Enfin, l'ensemble des collègues est bien conscient de la fracture numérique et culturelle pour les familles les plus fragiles.

Pour la palier, des solutions ont été élaborées localement pour leur faire parvenir des supports d'apprentissages (permanences dans les écoles, envoi par courrier, etc.).

Toutes ces solutions, si elles partent d'une intention louable, sont absolument contraires aux mesures de confinement nécessaires aujourd'hui.

C'est pourquoi la FSU demande l'arrêt immédiat de tous ces dispositifs qui mettent en danger enseignants, parents, facteurs, etc.... Une vie vaut bien plus que quelques photocopies et les enseignant.es sauront reprendre leur classe en s'adaptant aux décalages créés par la situation actuelle.

Ce que nous demandons, c'est que cette situation de crise soit l'occasion de restaurer la confiance envers les agents de l'éducation nationale, tous les agents.